



PUY-DE-DÔME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°63-2022-118

PUBLIÉ LE 22 SEPTEMBRE 2022

Sommaire

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme / Courrier

63-2022-09-22-00003 - Arrêté portant mise en œuvre de l'arrêté préfectoral n°20210587 du 31 Mars 2021 planifiant les mesures de préservation des ressources en eau en période d'étiage et définissant les mesures de limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Puy-De-Dôme (16 pages)

Page 3

63-2022-09-22-00002 - Décision de Déclassement du Domaine

Publicité réf.SPA : SE0279-03 (2 pages)

Page 20

84_DTPJJ_Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'Auvergne / protection judiciaire de la jeunesse de l'Auvergne

63-2022-09-21-00004 - Arrêté préfectoral en date du 21 septembre 2022 portant programmation pluriannuelle des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du secteur public et du secteur associatif habilité exclusif Etat de la protection judiciaire de la jeunesse du département du Puy-de-Dôme, pour la période du 1er juillet 2023 au 31 décembre 2027 (3 pages)

Page 23

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2022-09-22-00003

Arrêté portant mise en œuvre de l'arrêté préfectoral n°20210587 du 31 Mars 2021 planifiant les mesures de préservation des ressources en eau en période d'étiage et définissant les mesures de limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Puy-De-Dôme



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°**

20221418

**Direction
départementale des territoires**

ARRÊTÉ N°

**portant mise en œuvre de l'arrêté préfectoral n°20210587 du 31 mars 2021
planifiant les mesures de préservation des ressources en eau en période d'étiage
et définissant les mesures de limitation provisoire de certains usages de l'eau
dans le département du Puy-de-Dôme**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment Livre II Titre 1er, articles L. 211-1, L. 211-3, R. 216-9, R. 211-66, R. 211-67 ;
 - Vu** le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L. 2212-1 ;
 - Vu** le code de la santé publique, Livre III, Titre II, chapitre 1er et section 1 ;
 - Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
 - Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;
 - Vu** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
 - Vu** l'arrêté du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant et notamment ses dispositions C1, C20 et C21 ;
 - Vu** l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant et notamment ses dispositions 7E-1, 7E-2, 7E-3 et 7E-4 ;
 - Vu** l'arrêté du Préfet du Puy-de-Dôme n°20210587, en date du 31 mars 2021 planifiant les mesures de préservation des ressources en eau en période d'étiage ;
 - Vu** l'arrêté d'orientation bassin du 2 juillet 2021 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne ;
 - Vu** l'arrêté d'orientation n°22.016 du 28 janvier 2022 pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de restriction ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le bassin Loire-Bretagne ;
 - Vu** l'arrêté du Préfet du Puy-de-Dôme n°20221348, en date du 6 septembre 2022 portant mise en œuvre de l'arrêté préfectoral n°20210587 du 31 mars 2021 planifiant les mesures de préservation des ressources en eau en période d'étiage et définissant les mesures de limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Puy-de-Dôme ;
- Considérant** qu'en application de l'article L. 211-3 II 1° du code de l'environnement, le préfet peut prendre des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau, pour faire face à un risque de pénurie ;

Considérant que la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique, la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides, la protection des eaux contre les pollutions, la restauration de la qualité des eaux, la valorisation prioritaire de l'eau pour la résilience alimentaire des populations, la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau et le rétablissement de la continuité écologique ;

Considérant que depuis la signature de l'arrêté préfectoral n°20221348 du 6 septembre 2022, les précipitations survenues ont permis une légère amélioration de la situation hydrologique ;

Considérant les prévisions météorologiques pour les deux prochaines semaines ;

Considérant le relèvement du débit objectif de soutien d'étiage (OSE) de la Loire à Gien à 47 m³/s, et le maintien de l'OSE à 10 m³/s à Vic-le-Comte lors du comité de gestion des réservoirs de Naussac et de Villerest et des étiage sévère (CGRNVES) en date du 14 septembre 2022 ;

Considérant que le débit moyen journalier à Gien est repassé durablement au-dessus de la valeur de 50 m³/s conduisant la préfète de bassin en date du 14 septembre 2022 à abaisser le niveau de restriction de l'alerte renforcée à l'alerte sur les axes Loire – Allier ;

Considérant la nécessaire coordination des mesures de restrictions à appliquer sur les bassins inter-départementaux et l'évolution appliquée par les départements voisins sur certains bassins frontaliers ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Abrogation de l'arrêté précédent

L'arrêté du Préfet du Puy-de-Dôme n°20221348 du 6 septembre 2022 est abrogé, au lendemain de la date de signature du présent arrêté.

Article 2 – Mesures de restriction des usages de l'eau

En application de l'arrêté cadre sécheresse du 31 mars 2021, des mesures de restriction s'appliquent aux prélèvements réalisés dans les cours d'eau et leurs nappes d'accompagnement et à certains usages de l'eau, y compris ceux issus des réseaux d'eau potable, correspondant avec les niveaux de restriction déclenchés, à savoir l'alerte, l'alerte renforcée ou la crise.

Certains usages font l'objet d'exemption aux mesures de restrictions générales applicables pour chaque seuil. Elles sont détaillées dans l'arrêté cadre sécheresse départemental du 31 mars 2021 consultable sur : http://www.puy-de-dome.gouv.fr/IMG/pdf/arrête_cadre_sécheresse_63_20210587-2.pdf

Des adaptations aux mesures générales peuvent être mises en œuvre à titre exceptionnel et sur demande justifiée auprès de la direction départementale des territoires. Elles concernent en particulier l'arrosage lié aux activités de maraîchage, des pépiniéristes et des jardineries situées en zone hydrographique placées en crise. L'arrosage est autorisé de 20h00 à 8h00, via des techniques économes en eau. Le prélèvement est limité à 5 m³/j.

Des adaptations aux mesures générales sont mises en œuvre pour la réalisation de chantiers réalisés par des entreprises professionnelles nécessitant le nettoyage préalable de surfaces imperméabilisées, dans la limite d'un volume de 3 m³ par chantier.

Le détail des mesures s'appliquant aux différentes zones hydrographiques figure en annexe 1 du présent arrêté.

Article 3 – Mesures de restriction des usages de l'eau en zone hydrographique n°1 – axe Allier

Dans le cadre de la gestion du soutien d'étiage de la Loire et de l'Allier par les barrages de Villerest et de Naussac, du suivi du débit moyen journalier à Gien et au regard des objectifs de soutien d'étiage de la Loire à Gien, la prise de mesures de restriction sur la rivière Allier et sa nappe d'accompagnement est prescrite par le Préfet coordonnateur de bassin.

Le niveau d'alerte est déclaré sur cette zone hydrographique.

Les communes de la zone hydrographique n°1 dont les prélèvements sont réalisés dans la rivière Allier et/ou sa nappe d'accompagnement font donc l'objet de mesures de restriction de niveau alerte. Pour le reste de la commune rattaché à une autre zone hydrographique, il convient de se référer au niveau de restriction de la zone correspondante.

La liste des communes rattachées à la zone hydrographique n°1 – axe Allier figure en annexe 3.

Article 4 – Zones hydrographique en vigilance

- sur les zones hydrographiques n°3 – Morge, n°5 – Allier rive gauche amont et n°7 – Sioule, le niveau de la vigilance est maintenu.
- sur la zone hydrographique n°4 – Allier rive gauche moyen, le niveau de la vigilance est mis en œuvre.

Les communes concernées figurent en annexe 2 du présent arrêté.

L'ensemble des usagers de la ressource en eau est tenu de modérer sa consommation en eau afin de préserver durablement cette ressource précieuse.

Pour les communes riveraines de la rivière Allier, notées en grisé dans les tableaux des annexes, les prélèvements réalisés à partir de la rivière Allier et/ou sa nappe d'accompagnement sont soumis aux mesures de restriction s'appliquant à la zone n°1 – axe Allier.

Article 5 – Zones hydrographiques en alerte renforcée

- sur la zone hydrographique n° 2 – Allier aval, n°6 - Allier rive droite et n°8 – Dore, le niveau de l'alerte renforcée est maintenu.
- sur les zones hydrographiques n°10 - Dordogne amont et n°11 - Ance du Nord, des mesures de restriction correspondant au niveau de l'alerte renforcée sont mises en œuvre.

Les communes concernées figurent en annexe 4 du présent arrêté.

Pour les communes riveraines de la rivière Allier, notées en grisé dans les tableaux des annexes, les prélèvements réalisés à partir de la rivière Allier et/ou sa nappe d'accompagnement sont soumis aux mesures de restriction s'appliquant à la zone n°1 – axe Allier.

Article 6 – Zones hydrographiques en crise

- sur les zones hydrographiques n° 9 – Cher amont et n°12 - Alagnon, le niveau de crise est maintenu.

Les communes concernées figurent en annexe 5 du présent arrêté.

Pour les communes riveraines de la rivière Allier, notées en grisé dans les tableaux des annexes, les prélèvements réalisés à partir de la rivière Allier et/ou sa nappe d'accompagnement sont soumis aux mesures de restriction s'appliquant à la zone n°1 – axe Allier.

Article 7 – Durée de mise en œuvre

Ces mesures s'appliquent au lendemain de la date de signature du présent arrêté et **jusqu'au 31 octobre 2022**. Les mesures seront actualisées et/ou levées en tant que de besoin, par arrêté préfectoral, en fonction des débits constatés sur les stations de référence et de l'évolution globale de la situation.

Article 8 – Mesures de police

Des poursuites pénales pourront être engagées contre tout contrevenant au présent arrêté, en application des articles L. 173-1 à L. 173-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 216-9 du code de l'environnement, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait de contrevenir aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau prescrites par les arrêtés mentionnés aux articles R. 211-66 à R. 211-69 du code de l'environnement.

Indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives pourront être engagées en application des articles L. 171-6 à L. 171-12 du code de l'environnement.

Article 9 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 – Publication et affichage

En application de l'article R. 211-70 du code de l'environnement, le présent arrêté :

- est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, disponible sur le site internet de la préfecture (www.puy-de-dome.gouv.fr), pendant toute la période de restriction ;
- adressé aux maires de chaque commune concernée pour affichage à titre informatif.

Article 11 – Exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme ;
 - les sous-préfets d'arrondissements ;
 - le directeur départemental des territoires ;
 - le directeur départemental de la protection des populations ;
 - le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
 - le directeur de l'agence régionale de santé ;
 - le directeur des services d'incendie et de secours ;
 - le commandant du groupement de gendarmerie ;
 - le service départemental de l'office français de la biodiversité ;
 - les maires ;
 - les présidents de Clermont Auvergne Métropole, de la communauté d'agglomération du pays d'Issoire et de la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans ;
 - les présidents des syndicats d'eau ;
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le
Le préfet,

22 SEP, 2022


Philippe CHOPIN

Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

Annexes de l'arrêté

Annexe n° 1 – Mesures de restriction des usages de l'eau par seuil d'alerte, d'alerte renforcée et de crise.

Catégorie d'usagers : Activité agricole, horticole et piscicole

| Usages | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
|--|---------------------------|--------------------------|---|
| Irrigation prairies, grandes cultures, cultures de plein champ (hors tour d'eau). | Interdit de 10H00 à 18H00 | Interdit de 8H00 à 20H00 | Interdit |
| Irrigation maraîchage, horticulture, jeunes plants, vergers ou autres cultures, donnant lieu à une irrigation économe (goutte à goutte, pied à pied,...) | Sans interdiction | Sans interdiction | Interdit de 8h00 à 20h00 Consommation journalière de 5m ³ maximum sur demande justifiée |
| Abreuvement du bétail (1) | Sans interdiction | Sans interdiction | Sans interdiction |

(1) : Pour l'abreuvement du bétail à partir du réseau d'eau potable, les éleveurs devront impérativement ne pas mettre en difficulté la desserte en eau potable en mettant en œuvre toutes les solutions d'économie et d'approvisionnement alternatives à l'usage de l'eau potable via d'autres ressources.

Catégorie d'usagers : Industriels, artisans, commerçants, BTP

| Usages | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
|---|--|--|----------|
| Manœuvre des bouches/bornes incendie sauf pour la défense contre les incendies, les exercices de sécurité indispensables et le remplissage de réserves pour la lutte contre les incendies, | Interdit | Interdit | Interdit |
| Nettoyage de bâtiments, hangars, locaux de stockage, des façades et des toits (en dehors de la nécessité de salubrité publique et pour raisons sanitaires) | Interdit | Interdit | Interdit |
| Intervention sur bâtiments nécessitant un nettoyage préalable | Sans interdiction dans la limite de 3 m ³ par chantier réalisé par un professionnel | Sans interdiction dans la limite de 3 m ³ par chantier réalisé par un professionnel | Interdit |
| Lavage des véhicules sur le site de l'entreprise, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires, sécuritaires, techniques (chantiers, bétonnières, ...)) | Interdit | Interdit | Interdit |
| Nettoyage des voies publiques, parkings, pistes de carrière, hors | Interdit | Interdit | Interdit |

| Usages | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
|--|------------------------------------|------------------------------------|---|
| situation d'urgence justifiée, notamment par un souci de salubrité publique, | | | |
| Arrosage de jeunes plants ligneux (plantation de moins d'un an), chantiers paysagistes, de plantes et de fleurs des jardineriers, des fleuristes, des pépiniéristes, ... | Interdit de 10H00 à 18H00 | Interdit de 8H00 à 20H00 | Interdit de 8h00 à 20h00 Consommation journalière de 5m ³ maximum sur demande justifiée |
| Arrosage des espaces verts, pelouses, jardins d'agrément, publics ou privés, des massifs de fleurs, jardinières, | Interdit de 10H00 à 18H00 | Interdit | Interdit |
| Remplissage des piscines dans les espaces de ventes, des salons et des foires, | Interdit | Interdit | Interdit |
| Usages industriels de l'eau y compris entreprises de lavage | Réduction des prélèvements de 25 % | Réduction des prélèvements de 50 % | Interdit |

Catégorie d'usagers : Collectivités et services publics

| Usages | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
|--|--------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|
| Arrosage des aires de jeu, des terrains de sports, | Interdit de 8H00 à 20H00 (2) | Interdit de 8H00 à 20H00 (2) | Interdit |
| Arrosage des autres espaces verts, pelouses, jardins d'agrément publics, des massifs de fleurs, jardinières, | Interdit | Interdit | Interdit |
| Arrosage de jeunes plants ligneux (plantation de moins d'un an), chantiers paysagistes, | Interdit de 10H00 à 18H00 | Interdit de 8H00 à 20H00 | Interdit |
| Nettoyage des voies publiques, parkings, et des véhicules (activité reportable), hors situation d'urgence justifiée, notamment par un souci de salubrité publique ou pour impératif sanitaire, | Interdit | Interdit | Interdit |
| Manœuvre des bouches/bornes incendie sauf pour la défense contre les incendies, les exercices de sécurité indispensables et le remplissage de réserves pour la lutte contre les incendies, | Interdit | Interdit | Interdit |
| Fontaines alimentées par le réseau d'eau potable sans recyclage | Interdit | Interdit | Interdit |
| Arrosage des îlots de fraîcheur validés par l'administration et jets d'eau | Sans Interdiction | Sans Interdiction | Interdit |
| Piscines collectives | Remplissage interdit, sauf en cas de | Remplissage interdit, sauf en cas | Remplissage interdit, sauf en |

| Usages | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
|--------|---|--|---------------------------------|
| | chantier de construction et de renouvellement d'eau partiel lié à des impératifs sanitaires et techniques (3) | de chantier de construction et de renouvellement d'eau partiel lié à des impératifs sanitaires et techniques (3) | cas d'impératifs sanitaires (3) |

(2) Application du canevas de mesures coordonnées susceptibles d'être prescrites sur les bassins de la Loire et de l'Allier par le préfet coordonnateur de bassin.

(3) Pour les vidanges en fin de saison estivale, lorsqu'elles sont autorisées, la collectivité se rapprochera de l'administration pour qu'il lui soit précisé les conditions.

Catégorie d'utilisateurs : Particuliers

| Usages | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
|--|--|--|----------|
| Arrosage des espaces verts, pelouses, jardins d'agrément, des massifs de fleurs, jardinières, | Interdit | Interdit | Interdit |
| Arrosage des jardins potagers et des vergers vivriers | Interdit de 10H00 à 18H00 | Interdit de 8H00 à 20H00 | Interdit |
| Remplissage des piscines individuelles, hors première mise en eau des bassins en construction et mise à niveau technique | Interdit | Interdit | Interdit |
| Lavage des véhicules, hors des installations professionnelles, | Interdit | Interdit | Interdit |
| Lavage des véhicules, dans des installations professionnelles mettant à disposition seulement des systèmes de lavage type « rouleaux » ou « tunnels », gros consommateurs d'eau. | Interdit | Interdit | Interdit |
| Nettoyage de façades et de toits, de terrasses, de cours, de petits ouvrages (caveaux, portails, ...) | Interdit | Interdit | Interdit |
| Intervention sur bâtiments nécessitant un nettoyage préalable | Sans interdiction dans la limite de 3 m ³ par chantier réalisé par un professionnel | Sans interdiction dans la limite de 3 m ³ par chantier réalisé par un professionnel | Interdit |

Catégorie d'utilisateurs : Autres

| Usages | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
|--|--|--|----------|
| Remplissage de plans d'eau, étangs, | Interdit | Interdit | Interdit |
| Arrosage des pistes équestres (carrère et manège). | Interdit de 10H00 à 18H00 et diminution de la consommation | Interdit de 8H00 à 20H00 et diminution de la | Interdit |

| Usages | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
|---|--|--|---|
| | hebdomadaire de 25 % | consommation hebdomadaire de 50 % | |
| Alimentation de bassins pour l'agrément des animaux, dont le manque d'eau est susceptible de présenter des risques. | Interdit de 10H00 à 18H00 | Interdit de 8H00 à 20H00 | interdit |
| Terrain de golf (4) | Interdit de 8H00 à 20H00, et diminution de la consommation d'eau hebdomadaire de 15 à 30 %. | Réduction des volumes de 60 % et interdiction d'arroser les fairways 7j/7 | interdit |
| Départ et green de golf (4) | Interdit de 8H00 à 20H00, et diminution de la consommation d'eau hebdomadaire de 15 à 30 %. | Réduction des volumes d'au moins 60 % | Interdit en cas de pénurie d'eau potable. Arrosage limité au strict nécessaire entre 20h00 et 8h00 et ne pourra représenter plus de 30% des volumes habituels |
| Piscines collectives (camping, village vacances, ...), complexes aqualudiques. | Remplissage interdit, sauf en cas de chantier de construction et de renouvellement d'eau partiel lié à des impératifs sanitaires et techniques (3) | Remplissage interdit, sauf en cas de chantier de construction et de renouvellement d'eau partiel lié à des impératifs sanitaires et techniques (3) | Remplissage interdit, sauf en cas d'impératifs sanitaires (3) |

(4) Cf l'accord cadre « Golf et environnement 2019 - 2024 ».

Annexé n°2 : listes des communes des zones hydrographiques en vigilance

Pour les communes riveraines de la rivière Allier, identifiées ci-dessous en grisé, le niveau de restriction s'appliquant aux prélèvements effectués à partir de la rivière Allier et/ou sa nappe d'accompagnement est déterminé par le niveau de restriction retenu pour la zone 1.- axe Allier.

| Zone 3 – Morge | |
|----------------|----------------------------|
| Code INSEE | Nom |
| 63012 | ARTONNE |
| 63013 | AUBIAT |
| 63035 | BEAUREGARD-VENDON |
| 63043 | BLOT-L'EGLISE |
| 63093 | CHARBONNIERES-LES-VIEILLES |
| 63108 | LE CHEIX |
| 63116 | COMBRONDE |
| 63135 | DAVAYAT |
| 63167 | GIMEAUX |
| 63181 | JOSERAND |
| 63198 | LOUBEYRAT |
| 63206 | MANZAT |
| 63210 | MARINGUES |
| 63215 | MARTRES-SUR-MORGE |
| 63235 | MONTCEL |
| 63244 | CHAMBARON-SUR-MORGE |
| 63288 | PROMPSAT |
| 63317 | SAINT-ANDRE-LE-COQ |
| 63318 | SAINT-ANGEL |
| 63358 | SAINT-HILAIRE-LA-CROIX |
| 63362 | SAINT-IGNAT |
| 63379 | SAINT-MYON |
| 63382 | SAINT-PARDOUX |
| 63406 | SARDON |
| 63424 | SURAT |
| 63427 | TEILHEDE |
| 63432 | THURET |
| 63443 | VARENNES-SUR-MORGE |
| 63473 | YSSAC-LA-TOURETTE |

| Zone 4 – Allier rive gauche moyen | |
|-----------------------------------|----------------------------|
| Code INSEE | Nom |
| 63014 | AUBIERE |
| 63019 | AULNAT |
| 63032 | BEAUMONT |
| 63042 | BLANZAT |
| 63063 | CEBAZAT |
| 63070 | CEYRAT |
| 63075 | CHAMALIERES |
| 63083 | CHANAT-LA-MOUTEYRE |
| 63089 | CHAPPES |
| 63092 | CHARBONNIERES-LES-VARENNES |
| 63099 | CHATEAUGAY |
| 63103 | CHATELGUYON |
| 63107 | CHAVAROUX |
| 63112 | CLERLANDE |
| 63113 | CLERMONT-FERRAND |
| 63124 | COURNON-D'AUVERGNE |
| 63141 | DURTOL |
| 63148 | ENNEZAT |
| 63149 | ENTRAIGUES |
| 63150 | ENVAL |
| 63164 | GERZAT |
| 63180 | JOZE |
| 63193 | LEMPDES |
| 63200 | LUSSAT |
| 63203 | MALAUZAT |
| 63204 | MALINTRAT |
| 63212 | MARSAT |
| 63213 | LES-MARTRES-D'ARTIERE |
| 63224 | MENETROL |
| 63245 | MOZAC |
| 63254 | NOHANENT |
| 63263 | ORCINES |
| 63272 | PERIGNAT-LES-SARLIEVE |
| 63278 | PESSAT-VILLENEUVE |
| 63284 | PONT-DU-CHATEAU |
| 63300 | RIOM |
| 63307 | ROMAGNAT |
| 63308 | ROYAT |
| 63322 | SAINT-BEAUZIRE |
| 63327 | SAINT-BONNET-PRES-RIOM |
| 63345 | SAINT-GENES-CHAMPANELLE |
| 63372 | SAINT-LAURE |
| 63417 | SAYAT |
| 63470 | VOLVIC |

Zone 5 – Allier rive gauche amont

| Code INSEE | Nom | Code INSEE | Nom |
|------------|--------------------------|------------|-----------------------------|
| 63005 | ANTOINGT | 63247 | MUROL |
| 63009 | ARDES | 63250 | NESCHERS |
| 63017 | AUGNAT | 63259 | OLLOIX |
| 63021 | AUTHEZAT | 63262 | ORCET |
| 63026 | AYDAT | 63268 | PARDINES |
| 63036 | BERGONNE | 63275 | PERRIER |
| 63038 | BESSE-ET-SAINT-ANASTAISE | 63282 | PLAUZAT |
| 63046 | BOUDES | 63299 | RENTIERES |
| 63050 | BRASSAC-LES-MINES | 63302 | LA ROCHE-BLANCHE |
| 63052 | LE BREUIL-SUR-COUZE | 63303 | ROCHE-CHARLES-LA-MAYRAND |
| 63054 | LE BROC | 63313 | SAINT-ALYRE-ES-MONTAGNE |
| 63069 | LE CENDRE | 63315 | SAINT-AMANT-TALLENDE |
| 63073 | CHADELEUF | 63330 | SAINT-CIRGUES-SUR-COUZE |
| 63074 | CHALUS | 63335 | SAINT-DIERY |
| 63077 | CHAMBON-SUR-LAC | 63342 | SAINT-FLORET |
| 63080 | CHAMPEIX | 63352 | SAINT-GERMAIN-LEMBRON |
| 63084 | CHANONAT | 63356 | SAINT-GERVAZY |
| 63087 | LA CHAPELLE-MARCOUSSE | 63357 | SAINT-HERENT |
| 63097 | CHASSAGNE | 63380 | SAINT-NECTAIRE |
| 63109 | CHIDRAC | 63383 | SAINT-PIERRE-COLAMINE |
| 63111 | CLEMENSAT | 63395 | SAINT-SANDOUX |
| 63114 | COLLANGES | 63396 | SAINT-SATURNIN |
| 63117 | COMPAINS | 63401 | SAINT-VICTOR-LA-RIVIERE |
| 63120 | CORENT | 63403 | SAINT-VINCENT |
| 63121 | COUDES | 63404 | SAINT-YVOINE |
| 63122 | COURGOUL | 63407 | SAULZET-LE-FROID |
| 63123 | COURNOLS | 63409 | SAURIER |
| 63126 | LE CREST | 63411 | SAUVAGNAT-SAINTE-MARTHE |
| 63134 | DAUZAT-SUR-VODABLE | 63413 | LA SAUVETAT |
| 63166 | GIGNAT | 63422 | SOLIGNAT |
| 63172 | GRANDEYROLLES | 63425 | TALLENDE |
| 63178 | ISSOIRE | 63429 | TERNANT-LES-EAUX |
| 63199 | LUDESSE | 63435 | TOURZEL-RONZIERES |
| 63202 | MADRIAT | 63440 | VALBELEIX |
| 63209 | MAREUGHEOL | 63449 | LE VERNET-SAINTE-MARGUERITE |
| 63214 | LES MARTRES-DE-VEYRE | 63452 | VERRIERES |
| 63220 | MAZOIRES | 63455 | VEYRE-MONTON |
| 63222 | MEILHAUD | 63458 | VILLENEUVE |
| 63234 | MONTAIGUT-LE-BLANC | 63466 | VODABLE |
| 63241 | MONTPEYROUX | | |

Zone 7 – Sioule

| Code INSEE | Nom | Code INSEE | Nom |
|------------|-------------------------|------------|----------------------------|
| 63004 | LES ANCIZES-COMPS | 63283 | PONTAUMUR |
| 63020 | AURIERES | 63285 | PONTGIBAUD |
| 63025 | AYAT-SUR-SIOULE | 63286 | POUZOL |
| 63041 | BIOLLET | 63289 | PRONDINES |
| 63055 | BROMONT-LAMOTHE | 63290 | PULVERIERES |
| 63062 | BUXIERES-SOUS-MONTAIGUT | 63292 | PUY-SAINT-GULMIER |
| 63064 | LA CELLE | 63294 | QUEUILLE |
| 63071 | CEYSSAT | 63305 | ROCHFORT-MONTAGNE |
| 63082 | CHAMPS | 63320 | SAINT-AVIT |
| 63085 | CHAPDES-BEAUFORT | 63326 | SAINT-BONNET-PRES-ORCIVAL |
| 63094 | CHARENSAT | 63329 | SAINTE-CHRISTINE |
| 63100 | CHATEAUNEUF-LES-BAINS | 63338 | SAINT-ELOY-LES-MINES |
| 63110 | CISTERNES-LA-FORET | 63339 | SAINT-ETIENNE-DES-CHAMPS |
| 63115 | COMBRAILLES | 63344 | SAINT-GAL-SUR-SIOULE |
| 63118 | CONDAT-EN-COMBRAILLE | 63349 | SAINT-GEORGES-DE-MONS |
| 63140 | DURMIGNAT | 63351 | SAINT-GERMAIN-PRES-HERMENT |
| 63152 | ESPINASSE | 63354 | SAINT-GERVAIS-D'AUVERGNE |
| 63163 | GELLES | 63359 | SAINT-HILAIRE-LES-MONGES |
| 63165 | GIAT | 63363 | SAINT-JACQUES-D'AMBUR |
| 63170 | LA GOUTELLE | 63369 | SAINT-JULIEN-LA-GENESTE |
| 63171 | GOUTTIERES | 63381 | SAINT-OURS |
| 63175 | HERMENT | 63385 | SAINT-PIERRE-LE-CHASTEL |
| 63176 | HEUME-L'EGLISE | 63386 | SAINT-PIERRE-ROCHE |
| 63186 | LANDOGNE | 63388 | SAINT-PRIEST-DES-CHAMPS |
| 63187 | LAPEYROUSE | 63390 | SAINT-QUINTIN-SUR-SIOULE |
| 63189 | LAQUEUILLE | 63391 | SAINT-REMY-DE-BLOT |
| 63197 | LISSEUIL | 63408 | SAURET-BESERVE |
| 63208 | MARCILLAT | 63410 | SAUVAGNAT |
| 63219 | MAZAYE | 63419 | SERVANT |
| 63223 | MENAT | 63428 | TEILHET |
| 63228 | MIREMONT | 63433 | TORTEBESSE |
| 63237 | MONTEL-DE-GELAT | 63436 | TRALAIGUES |
| 63238 | MONTFERMY | 63450 | VERNEUGHEOL |
| 63243 | MOUREUILLE | 63451 | VERNINES |
| 63248 | NEBOUZAT | 63460 | VILLOSSANGES |
| 63251 | NEUF-EGLISE | 63464 | VITRAC |
| 63257 | OLBY | 63467 | VOINGT |
| 63264 | ORCIVAL | 63471 | YOUX |
| 63274 | PERPEZAT | | |

Annexe n°3 : listes des communes des zones hydrographiques en alerte

Pour les communes riveraines de la rivière Allier, identifiées ci-dessous en grisé, le niveau de restriction s'appliquant aux prélèvements effectués à partir de la rivière Allier et/ou sa nappe d'accompagnement est déterminé par le niveau de restriction retenu pour la zone 1 – axe Allier.

| Zone 1 – Axe Allier | |
|----------------------------|---------------------------|
| Code INSEE | Nom |
| 63021 | AUTHEZAT |
| 63022 | AUZAT-LA-COMBELLE |
| 63031 | BEAULIEU |
| 63034 | BEAUREGARD-L'EVEQUE |
| 63050 | BRASSAC-LES-MINES |
| 63095 | CHARNAT |
| 63120 | CORENT |
| 63121 | COUDES |
| 63124 | COURNON-D'AUVERGNE |
| 63128 | CREVANT-LAVEINE |
| 63131 | CULHAT |
| 63178 | ISSOIRE |
| 63180 | JOZE |
| 63182 | JUMEAUX |
| 63306 | LA ROCHE-NOIRE |
| 63052 | LE BREUIL-SUR-COUZE |
| 63054 | LE BROC |
| 63069 | LE CENDRE |
| 63213 | LES MARTRES-D'ARTIERE |
| 63214 | LES MARTRES-DE-VEYRE |
| 63287 | LES PRADEAUX |
| 63196 | LIMONS |
| 63201 | LUZILLAT |
| 63210 | MARINGUES |
| 63227 | MIREFLEURS |
| 63232 | MONS |
| 63241 | MONTPEYROUX |
| 63226 | MUR-SUR-ALLIER |
| 63255 | NONETTE-ORSONNETTE |
| 63261 | ORBEIL |
| 63269 | PARENT |
| 63270 | PARENTIGNAT |
| 63273 | PERIGNAT-SUR-ALLIER |
| 63284 | PONT-DU-CHATEAU |
| 63378 | SAINT-MAURICE |
| 63387 | SAINT-PRIEST-BRAMEFANT |
| 63400 | SAINT-SYLVESTRE-PRAGOULIN |
| 63404 | SAINT-YVOINE |
| 63411 | SAUVAGNAT-SAINTE-MARTHE |
| 63457 | VIC-LE-COMTE |
| 63461 | VINZELLES |
| 63472 | YRONDE-ET-BURON |

Annexe n°4 : listes des communes des zones hydrographiques en alerte renforcée

Pour les communes riveraines de la rivière Allier, identifiées ci-dessous en grisé, le niveau de restriction s'appliquant aux prélèvements effectués à partir de la rivière Allier et/ou sa nappe d'accompagnement est déterminé par le niveau de restriction retenu pour la zone 1 – axe Allier.

| Zone 2 – Allier aval | |
|----------------------|---------------------------|
| Code INSEE | Nom |
| 63001 | AIGUEPERSE |
| 63030 | BAS-ET-LEZAT |
| 63033 | BEAUMONT-LES-RANDAN |
| 63061 | BUSSIERES-ET-PRUNS |
| 63090 | CHAPTUZAT |
| 63143 | EFFIAT |
| 63184 | LACHAUX |
| 63196 | LIMONS |
| 63201 | LUZILLAT |
| 63232 | MONS |
| 63240 | MONTPENSIER |
| 63295 | RANDAN |
| 63311 | SAINT-AGOULIN |
| 63332 | SAINT-CLEMENT-DE-REGNAT |
| 63333 | SAINT-DENIS-COMBARNAZAT |
| 63347 | SAINT-GENES-DU-RETZ |
| 63387 | SAINT-PRIEST-BRAMEFANT |
| 63400 | SAINT-SYLVESTRE-PRAGOULIN |
| 63446 | VENSAT |
| 63459 | VILLENEUVE-LES-CERFS |

| Zone 10 – Dordogne amont | |
|--------------------------|--------------------------|
| Code INSEE | Nom |
| 63024 | AVEZE |
| 63028 | BAGNOLS |
| 63047 | LA BOURBOULE |
| 63048 | BOURG-LASTIC |
| 63053 | BRIFFONS |
| 63098 | CHASTREIX |
| 63129 | CROS |
| 63144 | EGLISENEUVE-D'ENTRAIGUES |
| 63153 | ESPINCHAL |
| 63159 | FERNOE |
| 63169 | LA GODIVELLE |
| 63183 | LABESSETTE |
| 63190 | LARODDE |
| 63191 | LASTIC |
| 63192 | LA TOUR-DAUVERGNE |
| 63225 | MESSEIX |
| 63236 | MONT-DORE |
| 63246 | MURAT-LE-QUAIRE |
| 63279 | PICHERANDE |
| 63336 | SAINT-DONAT |
| 63346 | SAINT-GENES-CHAMPESPE |
| 63370 | SAINT-JULIEN-PUY-LAVEZE |
| 63397 | SAINT-SAUVES-D'AUVERGNE |
| 63399 | SAINT-SULPICE |
| 63416 | SAVENNES |
| 63421 | SINGLES |
| 63426 | TAUVES |
| 63437 | TREMOUILLE-SAINT-LOUP |

| Zone 11 – Ance | |
|----------------|---------------------------|
| Code INSEE | Nom |
| 63104 | LA CHAULME |
| 63147 | EGLISOLLES |
| 63221 | MEDEYROLLES |
| 63309 | SAILLANT |
| 63319 | SAINT-ANTHEME |
| 63331 | SAINT-CLEMENT-DE-VALORGUE |
| 63394 | SAINT-ROMAIN |
| 63412 | SAUVES SANGES |
| 63465 | VIVEROLS |

| Zone 6 – Allier rive droite | | | |
|-----------------------------|-------------------------|------------|--------------------------------|
| Code INSEE | Nom | Code INSEE | Nom |
| 63002 | AIX-LA-FAYETTE | 63252 | NEUVILLE |
| 63022 | AUZAT-LA-COMBELLE | 63255 | NONETTE-ORSONNETTE |
| 63029 | BANSAT | 63261 | ORBEIL |
| 63034 | BEAUREGARD-L'EVEQUE | 63269 | PARENT |
| 63040 | BILLOM | 63270 | PARENTIGNAT |
| 63044 | BONGHEAT | 63273 | PERIGNAT-SUR-ALLIER |
| 63045 | BORT-L'ETANG | 63277 | PESLIERES |
| 63049 | BOUZEL | 63280 | PIGNOLS |
| 63051 | BRENAT | 63287 | LES PRADEAUX |
| 63056 | BROUSSE | 63296 | RAVEL |
| 63058 | BULHON | 63297 | REIGNAT |
| 63059 | BUSSEOL | 63306 | LA ROCHE-NOIRE |
| 63079 | CHAMPAGNAT-LE-JEUNE | 63321 | SAINT-BABEL |
| 63088 | LA CHAPELLE-SUR-USSON | 63325 | SAINT-BONNET-LES-ALLIER |
| 63096 | CHAS | 63328 | SAINTE-CATHERINE |
| 63106 | CHAURIAT | 63340 | SAINT-ETIENNE-SUR-USSON |
| 63119 | CONDAT-LES-MONTBOISSIER | 63348 | SAINT-GENES-LA-TOURETTE |
| 63128 | CREVANT-LAVEINE | 63350 | SAINT-GEORGES-SUR-ALLIER |
| 63131 | CULHAT | 63353 | SAINT-GERMAIN-L'HERM |
| 63142 | ECHANDELYS | 63366 | SAINT-JEAN-EN-VAL |
| 63145 | EGLISENEUVE-DES-LIARDS | 63367 | SAINT-JEAN-SAINT-GERVAIS |
| 63146 | EGLISENEUVE-PRES-BILLOM | 63368 | SAINT-JULIEN-DE-COPPEL |
| 63154 | ESPIRAT | 63375 | SAINT-MARTIN-DES-PLAINS |
| 63156 | ESTEIL | 63376 | SAINT-MARTIN-D'OLLIERES |
| 63157 | FAYET-LE-CHATEAU | 63378 | SAINT-MAURICE |
| 63158 | FAYET-RONAYE | 63389 | SAINT-QUENTIN-SUR-SAUXILLANGES |
| 63160 | AULHAT-FLAT | 63392 | SAINT-REMY-DE-CHARGNAT |
| 63168 | GLAINE-MONTAIGUT | 63405 | SALLEDES |
| 63177 | ISSERTEAUX | 63415 | SAUXILLANGES |
| 63182 | JUMEAUX | 63420 | SEYCHALLES |
| 63185 | LAMONTGIE | 63423 | SUGERES |
| 63188 | LAPS | 63439 | USSON |
| 63194 | LEMPY | 63442 | VALZ-SOUS-CHATEAUNEUF |
| 63195 | LEZOUX | 63444 | VARENNES-SUR-USSON |
| 63205 | MANGLIEU | 63445 | VASSEL |
| 63216 | MAUZUN | 63448 | LE VERNET-CHAMEANE |
| 63226 | MUR-SUR-ALLIER | 63453 | VERTAIZON |
| 63227 | MIREFLEURS | 63457 | VIC-LE-COMTE |
| 63229 | MOISSAT | 63461 | VINZELLES |
| 63239 | MONTMORIN | 63472 | YRONDE-ET-BURON |

Zone 8 – Dore

| Code INSEE | Nom | Code INSEE | Nom |
|------------|-----------------------|------------|----------------------------|
| 63003 | AMBERT | 63256 | NOVACELLES |
| 63008 | ARCONSAT | 63258 | OLLIERGUES |
| 63010 | ARLANC | 63260 | OLMET |
| 63015 | AUBUSSON-D'AUVERGNE | 63265 | ORLEAT |
| 63016 | AUGEROLLES | 63267 | PALLADUC |
| 63023 | AUZELLES | 63271 | PASLIERES |
| 63027 | BAFFIE | 63276 | PESCHADOIRES |
| 63037 | BERTIGNAT | 63291 | PUY-GUILLAUME |
| 63039 | BEURIERES | 63298 | LA RENAUDIE |
| 63057 | LE BRUGERON | 63301 | RIS |
| 63065 | CEILLOUX | 63310 | SAINTE-AGATHE |
| 63066 | CELLES-SUR-DUROLLE | 63312 | SAINT-ALYRE-D'ARLANC |
| 63072 | CHABRELOCHE | 63314 | SAINT-AMANT-ROCHE-SAVINE |
| 63076 | CHAMBON-SUR-DOLORE | 63323 | SAINT-BONNET-LE-BOURG |
| 63081 | CHAMPETIERES | 63324 | SAINT-BONNET-LE-CHASTEL |
| 63086 | LA CHAPELLE-AGNON | 63334 | SAINT-DIER-D'AUVERGNE |
| 63095 | CHARNAT | 63337 | SAINT-ELOY-LA-GLACIERE |
| 63102 | CHATELDON | 63341 | SAINT-FERREOL-DES-COTES |
| 63105 | CHAUMONT-LE-BOURG | 63343 | SAINT-FLOUR-L'ETANG |
| 63125 | COURPIERE | 63355 | SAINT-GERVAIS-SOUS-MEYMONT |
| 63132 | CUNLHAT | 63364 | SAINT-JEAN-D'HEURS |
| 63136 | DOMAIZE | 63365 | SAINT-JEAN-DES-OLLIERES |
| 63137 | DORANGES | 63371 | SAINT-JUST |
| 63138 | DORAT | 63374 | SAINT-MARTIN-DES-OLMES |
| 63139 | DORE-L'EGLISE | 63384 | SAINT-PIERRE-LA-BOURLHONNE |
| 63151 | ESCOUTOUX | 63393 | SAINT-REMY-SUR-DUROLLE |
| 63155 | ESTANDEUIL | 63398 | SAINT-SAUVEUR-LA-SAGNE |
| 63161 | LA FORIE | 63402 | SAINT-VICTOR-MONTVIANEIX |
| 63162 | FOURNOLS | 63414 | SAUVIAT |
| 63173 | GRANDRIF | 63418 | SERMENTIZON |
| 63174 | GRANDVAL | 63430 | THIERS |
| 63179 | JOB | 63431 | THIOLIERES |
| 63207 | MARAT | 63434 | TOURS-SUR-MEYMONT |
| 63211 | MARSAC-EN-LIVRADOIS | 63438 | TREZIOUX |
| 63218 | MAYRES | 63441 | VALCIVIERES |
| 63230 | LE MONESTIER | 63454 | VERTOLAYE |
| 63231 | LA MONNERIE-LE-MONTEL | 63463 | VISCOMTAT |
| 63249 | NERONDE-SUR-DORE | 63468 | VOLLORE-MONTAGNE |
| 63253 | NOALHAT | 63469 | VOLLORE-VILLE |

Annexe n°5 : listes des communes des zones hydrographiques en crise

Pour les communes riveraines de la rivière Allier, identifiées ci-dessous en grisé, le niveau de restriction s'appliquant aux prélèvements effectués à partir de la rivière Allier et/ou sa nappe d'accompagnement est déterminé par le niveau de restriction retenu pour la zone 1 – axe Allier.

| Zone 9 – Cher amont | |
|----------------------------|----------------------------|
| Code INSEE | Nom |
| 63011 | ARS-LES-FAVETS |
| 63060 | BUSSIERES |
| 63067 | LA CELLETTE |
| 63101 | CHATEAU-SUR-CHER |
| 63130 | LA CROUZILLE |
| 63233 | MONTAIGUT |
| 63281 | PIONSAT |
| 63293 | LE QUARTIER |
| 63304 | ROCHE-D'AGOUX |
| 63360 | SAINT-HILAIRE |
| 63373 | SAINT-MAIGNER |
| 63377 | SAINT-MAURICE-PRES-PIONSAT |
| 63447 | VERGHEAS |
| 63462 | VIRLET |

| Zone 12 – Alagnon | |
|--------------------------|-----------------------|
| Code INSEE | Nom |
| 63006 | ANZAT-LE-LUGUET |
| 63007 | APCHAT |
| 63031 | BEAULIEU |
| 63091 | CHARBONNIER-LES-MINES |
| 63242 | MORIAT |
| 63456 | VICHEL |

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2022-09-22-00002

Décision de Déclassement du Domaine Public
réf.SPA : SE0279-03

DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC

(Établie en deux exemplaires originaux)

Réf. SPA : SE0279-03

SNCF Réseau

Vu le code des transports, notamment son article L. 2111-21;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1

Vu l'ordonnance n° 2019-552 du 3 juin 2019 portant diverses dispositions relatives au groupe SNCF notamment son article 18 ;

Vu le décret n° 2019-1516 du 30 décembre 2019 relatif aux règles de gestion domaniale applicables à la société SNCF Réseau et sa filiale mentionnée au 5° de l'article L. 2111-9 du Code des transports (SNCF Gares & Connexions), notamment son article 3,

Vu l'Arrêté du Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 25 juin 2015 fixant les obligations d'information de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER) des projets de déclassement de la SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités,

Vu la délibération du conseil d'administration de SNCF Réseau en date du 22 juillet 2015 portant délégation de pouvoirs à son président et fixant les conditions générales des délégations au sein de SNCF Réseau,

Vu la décision du 12 juillet 2018 portant délégation de pouvoirs du président au directeur général adjoint clients et services

Vu la décision du 12 juillet 2018 portant délégation de pouvoirs du directeur général clients et services au directeur territorial Sud-Est

Vu l'autorisation de l'Etat en date du 12 novembre 2020,

Considérant que le bien n'est plus affecté aux missions de la SA SNCF Réseau

DECIDE :**ARTICLE 1****Option 1 : Terrains :**

Le terrain **BV 2(p)** sis à **Clermont-Ferrand (63)** tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision sous teinte rouge, est déclassé du domaine public ferroviaire.

| Code INSEE Commune | Lieu-dit | Références cadastrales | | Surface (m ²) |
|--------------------------|---------------|------------------------|--------------|---------------------------|
| | | Section | Numéro | |
| CLERMONT-FERRAND (63113) | « Le Brezet » | BV | 2(p) | 9 863 |
| | | | TOTAL | 9 863 |

ARTICLE 2

Copie de la présente décision sera communiquée au Préfet de Département du Puy-de-Dôme et au Ministre chargé des Transports.

La présente décision de déclassement sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département du Puy-de-Dôme.

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel de SNCF Réseau,

Fait à Lyon

Le 16-12-21 | 09:34 CET

Thomas Allary

Directeur Territorial AURA

Thomas Allary

84_DTPJJ_Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de l'Auvergne

63-2022-09-21-00004

Arrêté préfectoral en date du 21 septembre
2022 portant programmation pluriannuelle des
évaluations de la qualité des établissements et
services sociaux et médico-sociaux relevant du
secteur public et du secteur associatif habilité
exclusif Etat de la protection judiciaire de la
jeunesse du département du Puy-de-Dôme, pour
la période du 1er juillet 2023 au 31 décembre
2027

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL en date du 21 SEP 2022
portant programmation pluriannuelle des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du secteur public et du secteur associatif habilité exclusif Etat de la protection judiciaire de la jeunesse du département du Puy-de-Dôme, pour la période du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2027

Le Préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre du National du Mérite

- VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-1 I 4°, L. 312-8, L. 313-1 et D. 312-197 à D. 312-206 ;
- VU** le code civil, notamment ses articles 375 à 375-8 ;
- VU** le code de la justice pénale des mineurs, notamment son article D. 241-37 ;
- VU** la loi n°2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, notamment son article 75 ;
- VU** le décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU** le décret n°2022-695 du 26 avril 2022 modifiant le décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU** le décret n°2022-742 du 28 avril 2022 relatif à l'accréditation des organismes pouvant procéder à l'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article D. 312-204 du code de l'action sociale et des familles, les établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L. 312-1 dudit code transmettent tous les cinq ans les résultats des évaluations de la qualité des prestations qu'ils délivrent, selon une programmation pluriannuelle arrêtée par l'autorité ou, conjointement, les autorités ayant délivré l'autorisation ;

CONSIDERANT qu'en application du I de l'article 2 du décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 modifié relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux, la première programmation pluriannuelle des évaluations est arrêtée au plus tard le 1^{er} octobre 2022 par l'autorité ou, conjointement, les autorités ayant délivré l'autorisation et détermine le rythme des évaluations du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2027 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'arrêter la programmation pluriannuelle susvisée concernant les établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du secteur public et du secteur associatif habilité exclusif Etat de la protection judiciaire de la jeunesse du Puy-de-Dôme ;

SUR proposition de la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est ;

ARRÊTE

Article 1 : La programmation pluriannuelle des évaluations concernant les établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse du département du Puy-de-Dôme, autorisés exclusivement par l'autorité préfectorale au titre du 4^o du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, est arrêtée pour la période du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2027 ainsi qu'il suit :

| Dénomination de l'établissement ou service | Echéance pour produire le rapport d'évaluation |
|--|---|
| service territorial éducatif de milieu ouvert Clermont-Ferrand | 2024 |
| établissement de placement éducatif Clermont-Ferrand | 2025 |

Article 2 : La programmation pluriannuelle des évaluations concernant les établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du secteur associatif habilité exclusif Etat de la protection judiciaire de la jeunesse du département du Puy-de-Dôme, autorisés exclusivement par l'autorité préfectorale au titre du 4° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, est arrêtée pour la période du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2027 ainsi qu'il suit :

| Organisme gestionnaire | Dénomination de l'établissement ou service | Echéance pour produire le rapport d'évaluation |
|---|---|---|
| association pour l'éducation renforcée | centre éducatif renforcé les Volcans | 2024 |
| association le Cap – groupe SOS | centre éducatif fermé l'Arverne | 2026 |
| association départementale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence du Puy-de-Dôme | service d'investigation éducative | 2026 |

Article 3 : La programmation pluriannuelle des évaluations concernant les établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du secteur associatif habilité de la protection judiciaire de la jeunesse autorisés conjointement par l'autorité préfectorale et le Président du conseil départemental du Puy-de-Dôme fera l'objet d'un arrêté conjoint distinct.

Article 4 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme. Il est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception aux autorités ou organismes gestionnaires des établissements et services mentionnés aux articles 1 et 2 du présent arrêté.

Article 5 : En application des dispositions des articles R. 312-1 et R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours administratif gracieux devant le préfet du Puy-de-Dôme, autorité signataire de cette décision, ou d'un recours administratif hiérarchique devant le ministre de l'Intérieur ;
 - d'un recours contentieux par voie postale auprès du tribunal administratif territorialement compétent ou par l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr.
- En cas de recours administratif, le délai de recours contentieux est prorogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme et la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Centre-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le 21 SEP 2022

Le préfet,

Philippe CHOPIN